



Victoire à l'ONU !

Page 5



Petite histoire
des canalisations
souterraines

Page 6



Un visa pour
les États...?

Page 8

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXII

Numéro 18

29 mai 2006

Une gigatonne de CO₂ non comptabilisée

Le rôle des lacs sous-estimé dans la modélisation des climats

Dominique Forget

Les mathématiciens, physiciens et autres spécialistes de la météorologie ont beau mettre en commun toutes leurs ressources pour bâtir des modèles numériques capables de prédire le temps qu'il fera demain ou dans cent ans, leurs efforts ne sont toujours que partiellement récompensés. À preuve, les outils informatiques qui tentent d'anticiper l'évolution du climat selon la concentration du CO₂ dans l'atmosphère – qui sont développés par quelques-unes des équipes d'experts les plus chevronnés au monde –, se contredisent souvent. En fait, l'écosystème terrestre forme un ensemble si complexe qu'il est impossible de le modéliser parfaitement à l'aide d'équations mathématiques et de super ordinateurs. Mais si l'on ne peut pas atteindre la perfection, on peut toujours s'en rapprocher et les modèles climatiques se raffinent continuellement.

Un article qui sera publié prochainement dans la revue *Limnology and Oceanography* par une équipe internationale dont fait partie Yves Prairie, professeur au Département des sciences biologiques de l'UQAM, pourrait aider les modélisateurs à faire un bond en avant. Depuis deux ans, l'équipe s'échine à estimer le rôle des lacs et rivières dans le bilan du carbone de la planète. Pour ce faire, il faut d'abord calculer quelle proportion de la surface continentale de la Terre est occupée par ces eaux. Jusqu'à maintenant, pour les lacs, les chiffres cités dans la littérature parlaient de 2 à 2,8 millions de kilomètres carrés, soit 1,3 à 1,8 % de la surface des continents. Mais les chiffres calculés par l'équipe de Yves Prairie sont presque deux fois plus imposants. Selon les chercheurs, 4,2 millions de kilomètres carrés ou près de 3 % de la surface des continents serait occupées par des lacs.

La surface des lacs double

Si la surface des plans d'eau a si largement été sous-évaluée dans le passé,



Photo : Nathalie St-Pierre

Yves Prairie, professeur au Département des sciences biologiques.

c'est en grande partie parce que les lacs dont la superficie est inférieure à un kilomètre carré n'étaient pratiquement jamais comptabilisés dans les bilans précédents. En effet, les images satellites ne captent pas les plans d'eau de si petite taille. L'équipe internationale qui, hormis Yves Prairie, regroupait des Américains, un Hollandais, un Espagnol, un Suédois et un Finlandais, a eu recours à des techniques probabilistes pour tenir compte des petits lacs dans ses calculs.

«Des recherches ont montré certains patrons de distribution classiques dans la nature, explique Yves Prairie. Dans la mer, pour chaque grand poisson, on trouve un nombre X d'organismes d'un rang inférieur, et pour chacun de ces derniers, on compte Y organismes de troisième rang, et ainsi de suite. C'est la distribution de Pareto, qui s'apparente à la théorie des fractales.» Les chercheurs ont trouvé que des patrons similaires existaient dans la distribution spatiale des lacs. «En connaissant le nombre de grands

lacs dans un endroit donné, on peut estimer le nombre de petits lacs dans les environs», poursuit le professeur Prairie.

Le chercheur québécois espère que les nouveaux chiffres conscientiseront les limnologues et les spécialistes du cycle du carbone. «On a longtemps considéré que les lacs étaient quantité négligeable et ils ne sont généralement pas intégrés aux modèles climatiques terrestres, raconte-t-il. Toutefois, des recherches récentes ont montré que les écosystèmes d'eau douce jouaient un rôle significatif dans la détermination du bilan du CO₂.» On sait en effet que les plantes aquatiques fixent le CO₂ lors de la photosynthèse et qu'inversement, les micro-organismes en dégagent lorsqu'ils décomposent la matière organique. «Cette activité n'est pas négligeable dans le cycle global du carbone, dit Yves Prairie. En fait, c'est non seulement la surface, mais également le rôle des lacs qui a été sous-estimé.»

Le professeur Prairie admet que

les calculs de son équipe sont très approximatifs. Il espère que d'autres chercheurs y jetteront un œil et raffineront l'approche utilisée, s'il y a lieu. «Avec notre article qui, je pense, sera très remarqué, on lance en quelque sorte le bal.»

Les chercheurs, qui ont obtenu l'appui de la National Science Foundation aux États-Unis pour se rencontrer périodiquement en Californie et faire avancer leurs travaux, se penchent maintenant sur les rivières. Les résultats de leurs nouveaux calculs devraient être connus plus tard dans l'année.

Selon le professeur Prairie, les lacs et les rivières relâcheraient dans l'atmosphère environ une gigatonne de carbone sous forme de CO₂ par année dans l'atmosphère. Assez pour contrebalancer l'absorption du CO₂ par les océans, estimée entre une et deux gigatonnes par année. «Ces émissions n'apparaissent nulle part dans les modèles actuels, dit-il. Il faut corriger le tir» ●

Deux Prix d'excellence du CCAE

Angèle Dufresne

L'UQAM vient de remporter deux Prix d'excellence du Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation (CCAÉ) pour des réalisations soumises par le Service des communications.

L'or est allé à la Division de la presse et événements spéciaux (que dirige Francine Jacques) pour un communiqué rédigé par Claire Bouchard, dans la catégorie meilleur communiqué de langue française. Intitulé «Grand prix humanitaire pour René Roy, professeur au Département de chimie», le communiqué gagnant a été transmis à une centaine de médias écrits et électroniques dans les domaines des sciences, de la santé et auprès du grand public. Notons, parmi les retombées de la diffusion de ce communiqué, la nomination du professeur René Roy à titre de «Personnalité de la semaine» du quotidien *La Presse*, le 27 décembre 2005, et la réalisation d'un reportage d'une durée de quinze minutes par l'équipe de l'émission *Découverte*, diffusé le 30 avril dernier, à la télévision de Radio-Canada.

Le deuxième prix, le bronze, récompense le travail fait par Sylvain Bédard de la Division de la promotion institutionnelle (que dirige Nathalie Benoit) et Gwenaél Bélanger (Service de l'audiovisuel) pour la page d'accueil du nouveau site Web institutionnel de l'UQAM. Le jury a apprécié aussi bien le contenu que la présentation visuelle de la page d'accueil. Il a souligné l'excellente organisation de celle-ci, le souci de ses concepteurs d'y présenter beaucoup d'information en ne sacrifiant aucunement à la clarté et à la concision, la bonne utilisation des images, la séparation nette des menus, etc.

Le CCAÉ regroupe les membres des services des communications, recrutement, diplômés et fondations des universités québécoises et canadiennes, francophones et anglophones. C'est au cours de son congrès national annuel qui se tient cette année à Ottawa, du 3 au 6 juin, que seront remis les prix aux lauréats de l'UQAM ●

Quand la vie commence à 50 ans... et plus!

Claude Gauvreau

À l’heure de la retraite, on se dit que l’on pourra enfin se consacrer à la lecture, aux voyages, aux amis et à mille autres petits plaisirs de la vie. Pour les membres d’*UQAM Générations*, la retraite signifie aussi continuer d’apprendre et de partager ses expériences et ses passions.

Créé en octobre 2004, *UQAM Générations* est le fruit d’un partenariat entre le Service de formation continue et *Synergies 50 +*, un organisme sans but lucratif animé par des personnes âgées de 50 ans et plus, dont l’objectif est d’ouvrir grand les portes de l’Université aux aînés pour qu’ils réalisent des projets à caractère communautaire.

«La raison d’être d’*UQAM Générations* est de contribuer à l’épanouissement intellectuel, social et culturel des personnes qui ont franchi le cap de la cinquantaine, explique Cristina Lagüe, coordonnatrice de l’organisme. Nous voulons aussi les soutenir dans leur volonté de mettre au service de la société l’expertise, l’expérience et l’énergie créatrice dont ils disposent.»

Garder la forme intellectuelle

UQAM Générations offre aux 50 ans et plus un programme d’étude de premier cycle, le Certificat en études personnalisées (CEP). D’une durée maximale de quatre ans, ce programme interfacultaire permet aux aînés de définir leur propre cheminement d’études en



Photo : Nathalie St-Pierre

De gauche à droite, Cristina Lagüe, coordonnatrice de UQAM Générations, Micheline Bouchard, présidente de l’Association étudiante du certificat d’études personnalisées, et Marcelle Charland.

fonction de leur expérience, de leur formation antérieure et de leurs aspirations personnelles. Avant de plonger dans l’environnement universitaire, ils suivent d’abord un premier cours d’intégration pour clarifier leurs attentes. Puis, ils choisissent huit cours parmi tous ceux auxquels accèdent les étudiants réguliers. Enfin, un dernier cours est axé sur la réalisation d’un projet personnel.

Étudiante au CEP et présidente de l’Association étudiante du certificat d’études personnalisées (AECEP),

Micheline Bouchard a œuvré pendant 35 ans dans le monde de l’éducation à titre d’enseignante et de directrice d’école. Le fait de revenir aux études, raconte-t-elle, lui permet de faire la synthèse de ses expériences et d’approfondir sa réflexion sur des sujets qui lui tiennent à cœur. «Et puis j’adore lire et me confronter à des auteurs réputés difficiles. C’est bien de se livrer à des activités physiques quand on vieillit, mais il faut aussi garder la forme intellectuelle.»

Pour s’inscrire au CEP, nul besoin de posséder des qualifications préalables, ajoute Mme Bouchard. «J’ai connu des femmes, dont une était âgée de 83 ans, qui n’avaient jamais suivi une formation universitaire. Pour elles, c’était la réalisation d’un rêve.» Bien sûr, les motivations varient d’un individu à l’autre, poursuit Cristina Lagüe. «Certaines personnes, intéres-

sées par le bénévolat, viennent chercher une formation pouvant être utile à l’accomplissement de leurs tâches. Le certificat a même permis à une dame de retourner sur le marché du travail dans le domaine de la comptabilité.»

Réfléchir et échanger sur des enjeux sociaux

L’Université de Sherbrooke et l’Université du Québec à Chicoutimi proposent également aux aînés des programmes d’étude en mettant sur pied ce que l’on appelle des «universités du troisième âge». Mais ce qui distingue *UQAM Générations*, explique Mme Lagüe, c’est qu’il donne en plus aux aînés le goût et les moyens de réfléchir et de s’exprimer sur des enjeux sociaux actuels. «C’est pourquoi nous organisons des conférences, des entretiens et des cafés-débats sur des sujets

aussi diversifiés que la santé, le tourisme, la musique, la littérature, la psychologie, les finances et le droit. Ces activités ont lieu dans un espace convivial appelé Carrefour des générations, situé au pavillon Maisonneuve de l’UQAM (local B-R200), et certaines sont même offertes dans les campus régionaux de Laval et de la Montérégie.»

Enfin, les aînés peuvent s’inscrire à des ateliers d’étude où ils participent à des lectures, à des recherches et à des séances de discussion autour de diverses thématiques : les conflits dans le monde contemporain, l’histoire de l’opéra en Italie, le stress, le rôle des musées, etc.

UQAM Générations, qui n’existe que depuis deux ans, compte 130 membres et a l’intention de se faire connaître davantage. Ainsi, l’organisme a participé au Salon des générations qui a réuni, l’hiver dernier, plusieurs centaines de personnes au Stade Olympique et a tissé des liens avec l’Association de l’âge d’or du Québec et l’Association des retraités *flyés*. «Nous sommes encore tout jeunes et avons plein de projets, dit Cristina Lagüe. En plus d’être un carrefour de discussions et d’échanges, nous souhaitons devenir un incubateur de projets dans les domaines éducatif, social et communautaire. Une de nos membres, inscrite cet été à la première école internationale de l’UQAM en Toscane, a décidé de former un groupe d’aînés en vue de participer, l’an prochain, à l’une des écoles d’été en Allemagne, en Grèce ou en Italie. C’est ça UQAM Générations!»

Pour obtenir de l’information sur les activités d’UQAM Générations : 987-3000, poste 7784 ●

La maison qui chante

Membre d’UQAM Générations, Marcelle Charland possède plusieurs cordes à son arc, ayant été, dans une autre vie, enseignante, designer de mode et gestionnaire d’entreprise. Femme énergique qui n’a pas froid aux yeux, elle décide, en 1997, de partir seule au Vietnam avec deux adresses en poche. Peu après son arrivée, elle prend contact avec un organisme, appelé Thao Dan, qui œuvre auprès d’enfants de la rue. C’est à ce moment qu’elle conçoit le projet de créer une maison de réinsertion pour les enfants défavorisés du Vietnam.

Selon des statistiques gouvernementales, on comptait à la fin de l’année 2000 près de 20 000 enfants de la rue au Vietnam, dont 10 000 à Hô Chi Minh-Ville (anciennement Saigon), rappelle Mme Charland. Il s’agit d’enfants abandonnés ou ayant quitté la maison familiale qui, souvent, subissent différentes formes d’exploitation sexuelle.

«Les jeunes intervenants de Thao Dan qui travaillaient auprès de ces enfants m’ont fait redécouvrir l’importance du partage et du geste gratuit, raconte Mme Charland. Ils m’ont inspiré pour le projet auquel je travaille depuis quelques années et qui vise à créer un lieu de résidence où les enfants pourront apprendre un métier et devenir autonomes. Un lieu qui portera le nom de Maison Viet-Ca, c’est-à-dire la maison qui chante, car en vietnamien le mot *Ca* signifie chanter.»

La Maison Viet-Ca sera établie à Dalat, petite ville de 130 000 habitants située dans le sud du pays, et pourra accueillir de 15 à 20 enfants, âgés entre quatre et douze ans. «Outre l’enseignement de la lecture, de l’écriture et des mathématiques, des éducateurs vietnamiens et des formateurs étrangers y animeront des ateliers de dessin, de peinture, de chant, de danse, de couture, ainsi que de cuisine et d’horticulture, explique Mme Charland. La maison abritera également des dortoirs pour filles et garçons et comprendra un jardin et un potager.»

Jusqu’à maintenant, le travail progresse bien, dit Marcelle Charland, qui possède déjà un bon réseau de contacts au Vietnam et au Québec. Elle poursuit actuellement des démarches pour que deux ONG, l’une canadienne et l’autre vietnamienne, acceptent de chapeauter son projet afin que celui-ci soit approuvé par les instances gouvernementales au Vietnam.

«Je suis consciente qu’il s’agit d’un projet de longue haleine, mais je suis prête à y consacrer les 25 prochaines années de ma vie», lance-t-elle sur un ton déterminé.

Pour transmettre des questions, suggestions ou commentaires à Marcelle Charland : maisonvietca@yahoo.ca

Athlète féminine de l’année de la Fondation Sports-Études



Photo : Denis Bernier

La Fondation de l’École Sport-Études a souligné la performance exceptionnelle d’Anouk Leblanc-Boucher, double médaillée des Jeux olympiques de Turin en patinage de vitesse sur courte piste, en lui octroyant la bourse de l’athlète féminine de l’année (1 000 \$), ainsi que la Bourse olympique Radio-Canada (500 \$). Ces deux bourses récom-

pensent sa persévérance et sa discipline exemplaires dans la conciliation des études et de la compétition. La patineuse de 21 ans, étudiante au certificat en écologie, a également été reçue récemment par le recteur Roch Denis et la vice-rectrice aux Études, Carole Lamoureux, qui lui ont exprimé la fierté de l’UQAM pour ses exploits olympiques.

L’UQAM

Le journal *L’UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l’information.

Directeur des communications

Daniel Hébert

Directrice du journal

Angèle Dufresne

Rédaction

Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos

Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique

Jean Gladu, designer

Infographie

André Gerbeau

Geneviève Ouellet

Publicité

Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303

Impression

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal

Pavillon WB-5300
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel

journal.uqam@uqam.ca

Versión Web du journal

www.journal.uqam.ca/

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L’UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Financement de l'enseignement supérieur

Le recteur écrit au ministre

Marie-Claude Bourdon

Président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), le recteur Roch Denis n’a pas trop mal accueilli le budget présenté par le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, au début du mois. Pour les universités, ce n’est pas le réinvestissement majeur réclamé, mais les mesures annoncées, dont les 100 millions \$ alloués à la recherche, «vont dans la bonne direction», a-t-il alors déclaré. Il veut toutefois s’assurer que la marge de manœuvre dégagée par Ottawa au profit des provinces contribuera à renflouer les coffres des universités et il a d’ailleurs écrit au ministre de l’Éducation, Jean-Marc Fournier, dans ce sens.

Dans son budget, le gouvernement conservateur «prévoit que des sommes significatives seront disponibles pour le Québec : un ajustement de 185 millions \$ au titre de la péréquation et quelque 235 millions \$ représentant la part québécoise de l’enveloppe de un milliard \$ consacrée à l’amélioration de l’infrastructure et de l’équipement



Photo : Denis Chalifour

Roch Denis

des établissements postsecondaires», explique le recteur. Selon lui, cela doit maintenant se traduire par un signal clair de la part du gouvernement provincial.

Une période critique

«Au moment où les établissements universitaires, dont vous connaissez bien la précarité financière peinent à

préparer leur budget du prochain exercice financier avec des difficultés inextricables, je vous demande, au nom de mes collègues et au mien, de poser dès maintenant un premier geste de réinvestissement qui nous permette de traverser la période critique que nous vivons présentement, et de reprendre le cap du développement», écrit-il dans sa lettre au ministre Fournier.

«C’est la première fois, peut-être à quelques exceptions près, que toutes les universités vont présenter des budgets déficitaires en même temps», souligne Roch Denis, déplorant que le dernier budget provincial ne contenait rien pour l’enseignement supérieur. Le gouvernement disait alors ne pas avoir d’argent. Mais compte tenu des nouvelles disponibilités financières annoncées dans le budget Harper, le recteur refuse d’attendre le prochain budget provincial pour réclamer des engagements financiers concrets de la part de Québec.

Sur la question des transferts fédéraux, la CREPUQ maintient son appui au gouvernement du Québec et

prend acte de la volonté affirmée du gouvernement fédéral de rétablir l’équilibre fiscal. «La solution à long terme au problème de sous-financement chronique des universités réside dans les transferts fédéraux», rappelle Roch Denis, réitérant sa promesse de mener jusqu’au bout la lutte pour le réinvestissement dans l’enseignement supérieur. N’est-il pas découragé? «Je ne suis pas pessimiste parce que je ne suis pas attentiste, répond-il. La bataille, on va la gagner. Parce que les études universitaires, c’est la clé du développement social et économique. Comme je dis souvent, la santé, ce n’est pas un projet de société, c’est une condition de vie, alors que dans le contexte actuel, tout projet de société passe nécessairement par l’éducation.»

C’est en grande partie pour saluer son ardeur dans la lutte qu’il mène en faveur de l’enseignement supérieur que l’Université de Montréal a décerné au recteur un doctorat *honoris causa* le 10 mai dernier. Cet honneur inattendu a profondément touché Roch Denis. «À travers moi, dit-il, j’ai senti que c’est à l’UQAM que s’adressait ce beau geste de l’Université de Montréal.» Dans son discours de remerciement, il a d’ailleurs souligné qu’il y voyait la reconnaissance d’un lien qui, «tissé de part et d’autre de nos établissements, rejoint l’institution universitaire elle-même, (...) forte de ce qui définit son identité essentielle, et en même temps riche de la diversité de ses composantes» ●

Gagnants d’un Prix du ministre

Trois professeurs du Département de sciences comptables de l’UQAM, Nadi Chlala, Danielle Gagnon-Valotaire et Serge Ménard ont reçu des mains du ministre de l’Éducation, du loisir et du sport, M. Jean-Marc Fournier, le 17 mai dernier dans le cadre du congrès de l’Acfas, un Prix du ministre pour l’ouvrage *Comptabilité intermédiaire*, 2^e édition (5 volumes) aux Éditions du Renouveau pédagogique, 2005, qu’ils

ont traduit et adapté au contexte québécois, des auteurs Kieso, Weygandt et Warfield. Un grand nombre de collaborateurs de différentes universités ont travaillé à l’adaptation française de cette somme comptable, mais ses principaux auteurs sont les trois professeurs de l’UQAM. L’ouvrage est une référence pour les étudiants du baccalauréat en sciences comptables et de la maîtrise en administration.

Un projet gagnant/gagnant à Repro-UQAM

Pierre-Etienne Caza

La plupart des patrons se réjouissent lorsque des employés manifestent le désir d’acquérir de nouvelles connaissances afin d’être mieux outillés pour accomplir leur travail. Ce fut le cas au Service de la reprographie de l’UQAM, il y a plus d’un an, quand cinq préposés au comptoir de service ont adressé une requête à leur directrice, Valeria Gadea-Marinescu. Enchantée, celle-ci a mis en branle un projet de formation qui s’est concrétisé l’automne dernier, à la grande joie de tous ceux qui y ont été impliqués.

«Le secteur de l’imprimerie est très compétitif et le marché nous oblige à mettre à jour nos technologies et nos services», affirme Mme Gadea-Marinescu, rappelant que le projet de formation en question s’intègre dans le plan d’orientation de son service, intitulé *Vision 2004-2010 de Repro-UQAM*. Ce plan constitue le prolongement du virage numérique amorcé il y a quelques années.

«Les textes originaux sur papier existent encore, ajoute-t-elle, mais on observe une tendance marquée de l’utilisation des disques compacts, clés USB et fichiers envoyés par Internet.» Pour les préposés, les tâches à accomplir ne sont plus les mêmes. Lorsqu’un client se présente avec une clé USB, il est impossible de voir sur le champ le travail à effectuer. Les préposés doivent connaître à la fois les logiciels que le client a utilisés (pour être en mesure d’apporter des modifications mineures au besoin) et le vocabulaire qui s’y rattache. D’où leur demande de perfectionnement. «Nous étions dépassés par les demandes des clients, parce que nous ne compre-



Photo : Denis Bernier

À l’avant-plan, les préposés à la reprographie Claude Laplante, Alexandre Belzil, Monique Turcotte et Madeleine Smith-Dion (France Bélisle était absente). À l’arrière : Michel Bolduc, responsable de l’information au SEUQAM, Chantal Gosselin, conseillère en gestion des ressources humaines, Valeria Gadea-Marinescu, directrice de la production à Repro-UQAM, et Bernard Caron, technicien en administration.

nions pas les termes qu’ils utilisaient! Nous avons l’air incompetents», confie Madeleine Smith-Dion, qui a bénéficié du projet de formation en compagnie de ses collègues Claude Laplante, Alexandre Belzil, Monique Turcotte et France Bélisle.

Le projet de formation

Comme les tâches de préposé au comptoir de service ne correspondaient plus à la réalité, le Service des ressources humaines a autorisé la création d’une nouvelle fonction : préposé à la reprographie. Or, qui dit nouvelle fonction dit également nouvelles exigences. Après quelques re-

cherches, Mme Gadea-Marinescu a arrêté son choix sur le diplôme d’études professionnelles (DEP) en reprographie et façonnage, offert par l’École Calixa-Lavallée, à Montréal-Nord. «Cette école offre la formation la mieux adaptée aux nouvelles réalités du marché», explique-t-elle.

«Habituellement, lorsqu’un employé ne répond pas aux exigences de la nouvelle fonction, on abolit son poste et on tente de lui en trouver un pour lequel il est qualifié», explique Chantal Gosselin, conseillère en gestion des ressources humaines, qui a piloté le dossier pour l’UQAM. Mais puisque ce sont les employés qui ont

demandé de suivre une formation afin de mieux répondre à la clientèle, l’employeur a accepté de définir les modalités de ce perfectionnement, en accord avec Mme Gadea-Marinescu et le Syndicat des employées et employés de l’UQAM (SEUQAM).

«Ce projet est le fruit d’un travail de concertation remarquable», note Michel Bolduc, responsable de l’information au SEUQAM, qui a été impliqué dans le dossier du côté syndical. «Il a été convenu que les cinq employés allaient être formés sur le temps de travail et rémunérés à leur taux habituel», explique-t-il. Les frais de la formation ont été assumés par le budget

du sous-comité de la planification de la main d’œuvre. «Dans les faits, il s’agit d’un congé avec traitement pour fin de perfectionnement», précise Mme Gosselin.

Les employés ont bénéficié de reconnaissances d’acquis, ce qui a permis de réduire les heures de formation à 78, 100 et 200 heures, selon l’expérience de chacun (le programme en compte normalement 840). D’octobre à décembre 2005, ils ont profité d’une formation personnalisée, à raison de deux ou quatre jours par semaine. «Les premières journées ont été difficiles, avoue Mme Smith-Dion, qui effectuait un retour sur les bancs d’école après plus de trente ans. La peur et la pression étaient tellement fortes qu’après deux heures de cours, j’étais épuisée! Heureusement, le professeur a été excellent et la formation s’est bien déroulée.»

La fierté avant tout

En plus d’avoir officiellement obtenu leur diplôme en avril 2006, les cinq employés profiteront d’une augmentation salariale, le taux de salaire de leur nouvelle fonction devant être adopté au cours des prochains mois. L’augmentation, accordée rétroactivement à la date du début de leur formation, avoisinera un dollar de l’heure. «L’augmentation de salaire n’est pas à dédaigner, mais le but principal était de mieux servir la clientèle», explique Claude Laplante, qui travaille au comptoir du pavillon des sciences de la gestion. Sa collègue abonde dans le même sens. «Chaque soir, je retourne à la maison et je suis fière parce que j’ai pu conseiller les clients adéquatement», conclut Mme Smith-Dion ●

Un Îlot Voyageur pour tous à Montréal

Pierre-Etienne Caza

Cosignataire d’une lettre ouverte intitulée «L’Îlot Voyageur, un projet responsable», parue dans *Le Devoir* du 27 mars dernier, le professeur Michel Archambault, titulaire de la Chaire de tourisme de l’ESG-UQAM, s’enthousiasme rapidement lorsqu’il est question de ce projet. Selon lui, l’Îlot Voyageur est porteur de sens pour l’UQAM, bien sûr, mais aussi pour le Quartier latin, et ultimement, pour la ville de Montréal.

«Tout projet qui peut améliorer la trame urbaine de ce quadrilatère et mettre davantage en valeur la Grande Bibliothèque et le parc Émilie-Gamelin va embellir le patrimoine de Montréal», affirme-t-il. Selon lui, personne ne va pleurer la disparition de l’actuelle gare d’autobus, source de pollution visuelle, ni de l’un des trop nombreux stationnements de surface qui défigurent Montréal et en polluent l’atmosphère.

«Au sud de la rue Sherbrooke, le Quartier latin est quelque peu moribond, ajoute-t-il. Jumelé à des décisions conséquentes de la part de l’administration municipale, comme ce fut le cas dans le Vieux-Montréal avec la construction du Quartier International,



Photo : Nathalie St-Pierre

Michel Archambault, professeur au Département d’études urbaines et touristiques et titulaire de la Chaire de tourisme ESG-UQAM.

le projet de l’UQAM pourrait s’avérer un levier important pour redynamiser cette partie du quartier.» Sans ou-

blier, rappelle-t-il, que le futur Quartier des spectacles devrait s’y développer au cours des prochaines

années.

Bien entendu, les fonctionnalités éducatives de l’Îlot Voyageur constituent sa raison d’être : le pavillon universitaire qui sera construit permettra de combler une partie du déficit d’espace de l’UQAM, évalué à 50 000 m². En ce sens, la majeure partie des utilisateurs sera constituée d’étudiants, mais M. Archambault croit que le projet de l’UQAM doit également répondre aux besoins de la communauté locale, composée des résidents, des travailleurs et des touristes. Il rappelle, à ce propos, que l’achalandage à la gare d’autobus est de deux millions de personne par année. «Les commerces qui occuperont le rez-de-chaussée de l’Îlot Voyageur devront s’intégrer au tissu commercial du quartier, estime-t-il. Les gens ont besoin de marchés d’alimentation, de restaurants, de services en tout genres. Ce qui importe, c’est que le projet offre une complémentarité de commerces.»

L’UQAM et le tourisme

Selon lui, les universités ont implicitement une fonction touristique car elles accueillent des étudiants étrangers, des conférenciers, des colloques, etc. L’Îlot Voyageur permettra d’ac-

centuer cette vocation, et la construction de nouvelles résidences universitaires, dont celles rattachées à la future Cité internationale universitaire, facilitera l’hébergement de ces touristes «scientifiques».

«Un autre type de tourisme, baptisé tourisme d’apprentissage, inclut souvent la visite des universités, pour s’imprégner de ce qui s’y déroule», ajoute-t-il. À son avis, le projet de relocalisation de la Galerie de l’UQAM à l’Îlot Voyageur constitue un attrait intéressant pour les touristes, tout comme l’est le Cœur des sciences au Complexe Pierre-Dansereau.

«Quoi de plus naturel pour l’UQAM, foyer de l’enseignement en tourisme, que de participer activement à ce secteur économique? demande-t-il. Je ne comprend pas ceux qui s’opposent à l’Îlot Voyageur, dont le concept architectural reprend plusieurs des principes du développement durable: toits verts, récupération des gaz d’échappement des autobus, priorité accordée aux autos hybrides, gare de vélos et cour intérieure. C’est un projet responsable, qui offre un sain équilibre entre les fonctionnalités éducatives, économiques, sociales et culturelles» ●

Un projet qui répond à des besoins urgents

Claude Gauvreau

«**N**ous embauchons de nouveaux professeurs en juin prochain et nous ne savons pas où les loger. En outre, nous devons louer des espaces à l’extérieur de l’UQAM parce que nous manquons de salles de classe et nos unités sont dispersées dans plusieurs pavillons», lance René Côté, doyen de la Faculté de science politique et de droit.

On comprend que M. Côté était particulièrement heureux quand il a appris que le nouveau pavillon universitaire construit sur le site de l’Îlot Voyageur abriterait les locaux de sa faculté, dont les besoins vont grandissant. «Nous sommes la faculté de l’UQAM ayant connu la plus forte croissance au cours des quatre dernières années, explique le doyen. Entre 2001 et 2005, le nombre d’inscriptions-cours a augmenté de 60 % et de nouveaux programmes multidisciplinaires ont été créés. Le nouveau pavillon sera assez vaste pour accueillir des salles de classe dédiées à des grands groupes, la Bibliothèque des sciences juridiques et l’ensemble des publications gouvernementales et internationales, ainsi qu’une salle en hémicycle où pourront se tenir de grandes conférences et des concours de plaidoirie.»

Respecter l’environnement

Le projet de construction de l’Îlot Voyageur a été annoncé peu après l’entrée en vigueur du protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, rappelle M. Côté. Dans ce contexte, il allait de soi, selon lui, que le nouveau pavillon devait répondre à des critères de développement durable.



Photo : Denis Bernier

René Côté, doyen de la Faculté de science politique et de droit.

La faculté a ainsi demandé et obtenu que le pavillon soit certifié *LEED (Leadership in Energy and Environmental Design)* selon des normes de construction assurant à la fois le respect de l’environnement (économie d’énergie et d’eau potable, toit végétal, réduction des îlots de chaleur) et le confort des personnes (lumière naturelle, qualité de la ventilation, matériaux non toxiques).

«Nous avons également insisté sur la présence de places de stationnement pour bicyclettes avec vestiaire et douches, afin que le vélo devienne un mode de transport alternatif, ajoute M. Côté. Ces initiatives correspondent à

l’image que nous voulons donner de la faculté et aux valeurs sociales de l’UQAM.»

Impact financier positif

Contrairement à certains membres de la communauté universitaire, René Côté ne craint pas que le projet de l’Îlot Voyageur compromette l’équilibre budgétaire de l’UQAM. «En raison de son manque d’espace, l’Université doit louer des locaux à l’extérieur de ses murs. Or, le ministère de l’Éducation ne rembourse pas toutes ces dépenses qui viennent grever le budget de fonctionnement de quelque 2 M \$ annuellement. Deuxièmement, le fi-

nancement du ministère prend en compte les espaces occupés par l’UQAM et non ceux auxquels elle aurait droit (50 000 m²) selon les normes gouvernementales. L’ajout de nouveaux espaces entraînerait donc des hausses proportionnelles de subventions pour l’entretien et le chauffage des bâtiments.»

Enfin, poursuit le doyen, le fait d’opter pour un pavillon écologique qui mise sur des économies d’énergie de l’ordre de 25 % par rapport aux normes générales de construction devrait s’avérer rentable pour l’Université. Tous ces facteurs combinés auront un impact positif sur son budget de

fonctionnement, soutient-il.

René Côté tient à souligner que la faculté a pu exprimer ses commentaires au fur et à mesure de l’évolution du projet de l’Îlot Voyageur. «Les architectes et responsables du projet ne sont pas restés sourds à nos besoins et à nos demandes, précise-t-il. Puis, au sein même de la faculté, le conseil académique et les représentants de l’Association facultaire des étudiants de science politique et de droit ont été avisés de tout nouveau développement dans le dossier» ●

Restriction des pesticides

Un premier pas décisif

Dominique Forget

Au printemps, pendant que certains s’agglutinent sur les terrasses bondées ou s’empressent d’enfourcher leur vélo, d’autres se lancent sur leurs râteaux, ravis à l’idée de bientôt voir verdir leur parterre. Mais ceux qui aiment retrouver devant leur maison une pelouse digne d’un terrain de golf risquent de vivre quelques déceptions cette année. Depuis le 3 avril, toute une panoplie d’herbicides, fongicides et insecticides ne se trouve plus en magasin. Leur vente est maintenant interdite en vertu du *Code de gestion des pesticides du Québec*.

À moins d’avoir fait des réserves clandestines, les propriétaires devront dire adieu au 2,4-D, produit vedette utilisé dans la lutte contre les pissenlits, et au malathion, un poison qui s’attaque au système nerveux des insectes, y compris des abeilles. Une dizaine d’autres composés ont été bannis par le ministère du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP) en raison de leurs effets sur la santé ou l’environnement.

De plus en plus d’études montrent en effet des liens entre l’exposition des enfants aux pesticides et l’apparition de différentes formes de cancer. On suspecte également les pesticides d’engendrer des séquelles neurologiques qui pourraient mener à des déficits d’attention et à l’hyperactivité chez les jeunes. C’est sans parler de leurs funestes effets sur la faune et la flore.

Manifestement, les amateurs de jardinage devront accroître leur tolérance aux mauvaises herbes. Ils devront aussi apprendre à mieux aérer la terre, à désherber manuellement et à tondre leur gazon plus régulièrement. Les compagnies qui se spécialisent dans l’entretien des pelouses devront également modifier leurs pratiques. Seuls les propriétaires de terrains de golf ont obtenu un sursis. Ceux-ci disposent de trois ans pour réduire leur utilisation de pesticides. Aucun objectif clair ne leur a cependant été imposé à ce jour.

Et les pesticides agricoles?

Professeurs au Département des sciences biologiques et chercheurs au Centre de recherche en toxicologie de l’environnement (TOXEN), Monique Boily, Philip Spear et Philippe Juneau consacrent leurs recherches à l’étude des pesticides et de leurs impacts sur la santé et l’environnement. Ils ont suivi avec intérêt les récentes interventions de MDDEP.

«Je suis impressionné par le choix de produits qu’a fait le ministère, déclare d’emblée Philippe Spear. On a visé les pesticides les plus toxiques et les plus persistants dans l’environnement. Mais le problème est très loin d’être réglé. Pourquoi? Parce qu’on s’est attaqué à seulement 4 % de l’utilisation des pesticides.» En effet, les nouvelles mesures imposées par Québec ne visent que les pelouses. Or,

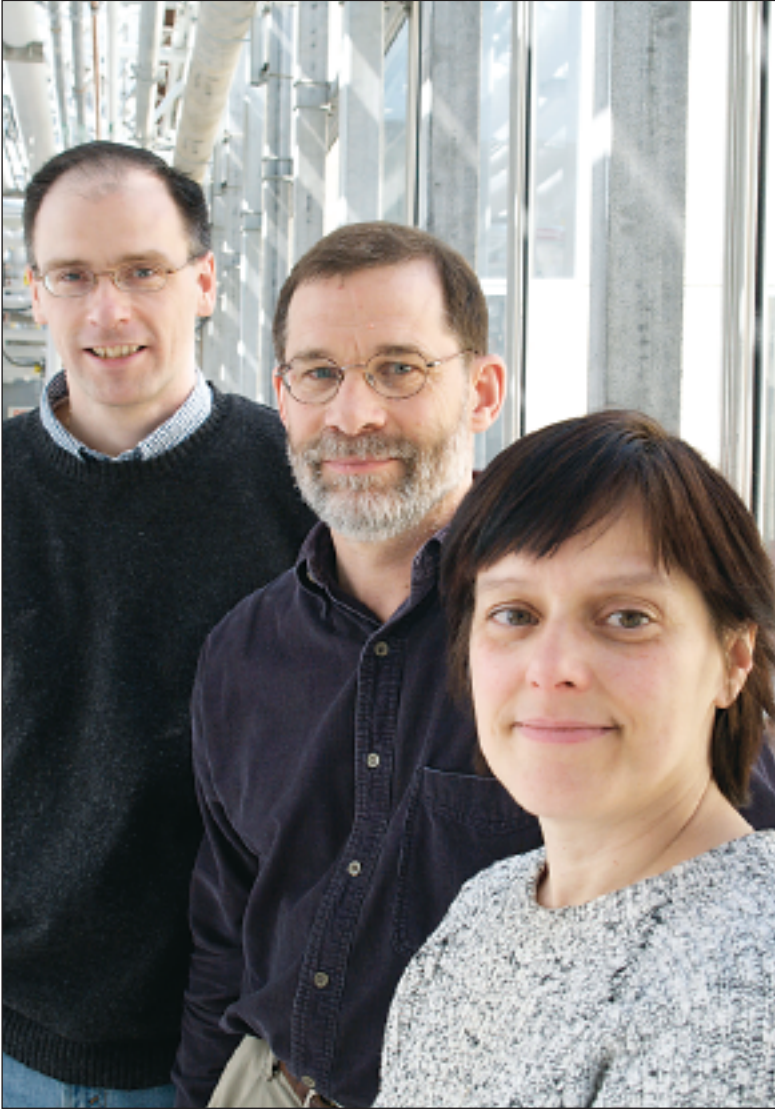


Photo : Nathalie St-Pierre

Philippe Juneau, Philip Spear et Monique Boily, professeurs au Département des sciences biologiques et chercheurs au Centre de recherche en toxicologie de l’environnement (TOXEN).

plus de 80 % des produits utilisés pour enrayer les mauvaises herbes ou les insectes indésirables sont épanchés dans les champs agricoles (les 16 % restants sont utilisés dans les jardins). De ce côté, aucun produit n’a encore été interdit. Pourtant, les impacts sont bien tangibles.

Chaque été depuis trois ans, l’équipe de l’UQAM se rend en Montérégie pour échantillonner les eaux de la rivière Yamaska, bordée par d’immenses terres à vocation agricole. Les chercheurs vérifient la présence d’une cinquantaine de pesticides ou d’engrais. Ils en détectent généralement une douzaine qui frôlent souvent les limites réglementaires et les dépassent même quelques fois. «Nos études et celles de nos collaborateurs ont montré de sérieux impacts sur l’écosystème», rapporte Monique Boily. Une des études a montré que les tissus des organes reproducteurs des ouaouarons qui baignent dans la Yamaska étaient sérieusement dégradés. Une autre a mis en lumière les liens entre la présence de pesticides dans l’eau et la prolifération des cyanobactéries, des algues toxiques pour l’écosystème.

Poursuivre l’éveil des consciences

Pourquoi le ministère est-il prêt à reconnaître les effets néfastes des pesticides dans le cadre d’une utilisation résidentielle tout en autorisant les producteurs agricoles à les épandre généreusement sur leurs terres? Selon Philip Spear, c’est en partie parce que le son de cloche qui vient de la population diffère d’un cas à l’autre.

«La population est concentrée dans les villes et se sent directement concernée par les pesticides que l’on utilise sur les pelouses ou les parcs municipaux. La mobilisation pour les bannir a été très forte. Les mêmes individus se sentent souvent moins touchés par ce qui se passe à la campagne.»

La population urbaine aurait avantage à cesser de jouer à l’autruche selon les chercheurs de l’UQAM. Elle est bel et bien concernée par l’utilisation des pesticides dans les champs agricoles. Après tout, c’est dans son assiette qu’aboutissent parfois des traces de ces produits toxiques. En outre, certains pesticides aspergés dans les champs peuvent être transportés sur des centaines de kilomètres par le vent.

Pour changer les mentalités et les pratiques, l’équipe de l’UQAM participe chaque été au comité d’action citoyenne de la région de la rivière Yamaska. Les chercheurs disent être surpris de constater à quel point les agriculteurs sont prêts à faire leur part. Mais le changement prend du temps, surtout lorsque le gagne-pain de toute une tranche de la population est en jeu. «Je ne pense pas que la solution soit une interdiction complète, dit Philippe Juneau. Il y a un juste milieu que l’on peut viser entre l’agriculture intensive et le bio. On peut bannir les produits les plus dangereux et restreindre l’utilisation des autres.» À court terme, pense l’équipe, la meilleure solution demeure la sensibilisation des agriculteurs et du public ●

L’«internationale» des journaux de rue

L’UQAM accueillera, en collaboration avec le journal *L’Itinéraire*, la 11^e conférence internationale des journaux de rue les 8, 9 et 10 juin prochain. Cette conférence réunira plus de 100 membres de l’International Network of Street Papers (INSP) et de la North American Street Newspapers Association (NASNA) qui regroupe une trentaine de journaux américains et cinq journaux canadiens.

L’organisation de la conférence a été prise en charge par le Service aux collectivités de l’UQAM avec le concours du professeur Jean-Marc Fontan du Département de sociologie et co-directeur de l’ARUC-Économie sociale et du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRPÉS) qui a aidé à l’élaboration du contenu de la programmation.

Plusieurs membres de la communauté universitaire participeront à cette conférence, notamment deux des quatre panélistes de la conférence ouverte au public intitulée *L’image de la pauvreté ou la pauvreté en images?* qui se tiendra le 8 juin à 19h au Studio-Théâtre Alfred-Laliberté (J-M400).

Animée par Anne-Marie Dussault, cette conférence cherchera à dégager le rôle des médias et des institutions dans la représentation de la pauvreté et la création de solidarités. Shirley Roy, à titre de chercheure et professeure au Département de sociologie et directrice du Centre de recherche sur l’itinérance (CRI), abordera la question des

répercussions sociales de la représentation actuelle de la pauvreté, tandis qu’Alain Gravel, chargé de cours à l’École des médias, traitera de la représentation de la pauvreté dans les médias canadiens et montréalais.

Les deux autres panélistes invités sont Mel Young, président de l’INSP et Walter Moser, directeur de la Chaire de recherche du Canada en transferts littéraires et culturels de l’Université d’Ottawa, qui présenteront le mouvement des journaux de rue et leur pertinence dans le paysage médiatique et un point de vue personnel sur le traitement accordé à la pauvreté à travers les médias.

Une dizaine d’ateliers seront offerts aux participants internationaux et canadiens. Jean-Marc Fontan agira à titre de personne-ressource dans le cadre de l’atelier portant sur la mesure de l’impact du travail effectué par les journaux de rue.

Selon le journal *L’Itinéraire*, les journaux de rue sont vendus à travers le monde par des sans-abri et des personnes exclues socialement. «Ces vendeurs autonomes gardent l’argent qu’ils reçoivent de la vente de leurs journaux, ce qui représente entre 50 % et 60 % du prix de la publication. Simple feuille de papier imprimée ou magazine hebdomadaire à grand tirage, tous les journaux de rue partagent un objectif commun, soit de fournir aux pauvres l’occasion de travailler et de leur donner une voix.»

Premier prix à l’ONU



Une délégation de 20 étudiants de la Faculté de science politique et de droit, qui participait à une simulation internationale des Nations unies à New York en avril dernier, a remporté un *Outstanding Delegation Award*, soit la plus prestigieuse distinction de l’épreuve.

Cette simulation regroupait plus de 3 500 personnes provenant de 226 universités et collèges à travers le monde. La délégation de l’UQAM défendait cette année les couleurs de la République de Cuba dans les différents comités et assemblées de l’ONU, tels le Conseil économique et social, l’Assemblée générale et la Commission de la

condition de la femme. Le prix obtenu par les étudiants souligne le travail exceptionnel d’une délégation et la consacre parmi les dix meilleures ayant participé à la simulation.

Soulignons que les activités du groupe, encadrées par le Centre d’étude des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) et l’Institut d’études internationales de Montréal (IEIM), étaient coordonnées par Kévin Dufault et Élise Leclerc-Gagné, étudiants à la maîtrise en science politique. Le responsable académique était David Morin, candidat au doctorat en science politique.

Petite histoire des égouts de Montréal

Marie-Claude Bourdon

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a beau faire de la propreté de la ville son nouveau cheval de bataille, la préoccupation ne date pas d’hier. Certes, on se plairait à déambuler sur des trottoirs plus propres, débarrassés des papiers et autres détrit­us qui, dans certains quartiers tout particulière­ment, jonchent la voie publique et le moindre espace vert. Mais on n’a pas idée de la saleté et de la puanteur qui affligeaient la ville à l’époque pas si lointaine où les égouts de Montréal, encore à ciel ouvert, charriaient vers le fleuve tous les immon­dices d’une ville en pleine expansion industrielle.

«Dans les années 1850, quand on décide de construire le premier réseau d’égouts, Montréal est devenue très populeuse, car elle domine le commerce canadien par sa position au carrefour des routes maritimes et ferroviaires et par la croissance de ses industries lourde et manufacturière», rappelle Robert Gagnon, professeur au Département d’histoire, chercheur au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et auteur de *Questions d’égouts* (Boréal), un livre qui retrace l’histoire du premier système d’égouts montréalais.

En 1850, il n’y a pas encore d’automobiles dans les rues, mais des voi-



Photo : Nathalie St-Pierre

Robert Gagnon, professeur au Département d’histoire, vient de signer *Questions d’égouts*, chez Boréal.

tures tirées par des chevaux dont les déjections et les carcasses encom­brent les pavés. Il y a des abattoirs en pleine ville. Tous les déchets domes­tiques se retrouvent dans les ruis­seaux, qui sont à l’époque les égouts naturels, et comme le terrain de la ville est accidenté, des marais nauséabonds se forment dans les terres basses, notamment dans Griffintown, où s’en­tassent les ouvriers irlandais. On comprend pourquoi les riches bourgeois anglophones vont se construire des maisons en hauteur, sur les flancs du mont Royal.

La théorie des miasmes

À l’époque, on croit que les miasmes, des gaz qui s’échappent des corps en décomposition et qui sont respon­sables des mauvaises odeurs, sont aussi les vecteurs des maladies conta­gieuses, comme le choléra, qui a fait 2 000 morts en un mois à l’été 1832. Les nombreuses épidémies qui s’abat­tent sur la ville inquiètent beaucoup les autorités publiques, car elles menacent le développement économique. «Les tenants de la théorie des miasmes sont convaincus qu’on pourrait éviter les épidémies en assainissant les ruis­seaux et les marais, explique Robert Gagnon. Et comment faire cela? En

construisant un réseau de grands égouts collecteurs.»

Au milieu du 19^e siècle, il y a deux grands égouts collecteurs naturels à Montréal : le ruisseau Saint-Martin, une cuvette qui se trouve à l’empla­cement de l’actuelle rue Saint-Antoine, et qui est orientée dans l’axe est-ouest, et le ruisseau Prud’homme, qui s’écoule d’ouest en est. À leur point de rencontre, les deux ruisseaux pour­suivent leur cours dans la petite rivière Saint-Pierre, qui elle s’écoule vers le sud et se jette dans le fleuve au niveau de la Pointe-à-Callière. Mais avec l’in­dustrialisation galopante et l’accrois­sement de la population, ces égouts naturels ne suffisent plus. «À l’époque, chaque propriétaire construit son propre égout pour que l’eau de la rue s’écoule dans le ruisseau le plus proche au lieu d’aboutir dans sa cave, raconte Robert Gagnon. Mais les mai­sons ne sont pas raccordées aux égouts. En 1845, la Ville décide d’obli­ger toutes les maisons à se relier au système d’aqueduc municipal et le système devient opérationnel en 1856. C’est important, car à partir du mo­ment où l’eau entre dans les mai­sons, il faut qu’elle en sorte. Un pre­mier projet de réseau d’égouts est proposé en 1857, mais il faudra at­tendre jusqu’en 1862 pour que les travaux commencent.»

Le rôle des citoyens

Robert Gagnon montre dans son livre le rôle important joué par les ci-

toyens ordinaires pour convaincre la ville de se lancer dans l’entreprise. Les marchands, les propriétaires, les ingénieurs, les médecins vont faire circuler des pétitions et même faire des dons de terrains pour pousser les autorités municipales à investir dans la construction du système d’égouts. Quand les travaux sont terminés, en 1867, Montréal est l’une des pre­mières villes en Amérique du Nord, avec New York et Chicago, à avoir son réseau.

Quelques années plus tard, ce­pendant, on doit déjà reprendre cer­tains travaux. Pour réduire les dé­penses énormes nécessitées par le plan d’assainissement initial, on a mis en place un système deux fois moins coûteux. Mais les économies réalisées vont entraîner des pro­blèmes importants, notamment dans le port de Montréal, qui suffoque sous le flot d’immon­dices qu’il reçoit. Pour y remédier, il faudra dépenser des sommes beaucoup plus élevées que celles prévues au départ. Ce qui fait dire à Robert Gagnon, qu’«à en­tendre les politiciens d’aujourd’hui nous servir le sempiternel discours des restrictions budgétaires pour re-mettre aux calendes grecques le re-nouvellement des infrastructures pu-bliques désuètes, on se convainc que l’histoire se répète et que la facture, qui viendra bien tôt ou tard, n’en sera que plus salée» ●

Piercing, édité chez Gallimard

Avec *Piercing*, un recueil rassemblant trois récits, Larry Tremblay, profes­seur à l’École supérieure de théâtre, fait désormais partie des rares auteurs québécois, avec Réjean Ducharme et Marie-Claire Blais, à avoir été publiés dans la très prestigieuse collection «Blanche» de Gallimard.

Le premier récit du recueil, «La hache», vient d’être joué sous forme théâtrale au Quat’Sous : il s’agit d’un long monologue, celui d’un profes­seur de littérature sombrant dans la folie qui se rend la nuit chez l’un de ses étudiants aux allures d’ange ex­terminateur pour lui rendre la copie corrigée de son travail.

Réflexion sur les dérives de la quête de pureté, «La hache» pose la question des idéologies extrémistes et des carnages qu’elles peuvent en-

gendrer. C’est ce récit que Larry Tremblay avait d’abord fait parvenir à l’éditeur parisien, qui a apprécié l’œuvre tout en trouvant qu’elle était un peu courte pour en faire un livre. L’auteur lui a alors soumis deux autres textes déjà publiés ailleurs, ce qui a permis de constituer le recueil.

«Piercing», le récit-titre, raconte la fugue d’une adolescente de Chicoutimi fraîchement débarquée à Montréal et ses errances parmi les marginaux de la ville. Dans «Anna à la lettre C», le plus court des trois textes, une jeune femme et un homme d’âge mûr se retrouvent, par une chaude soirée d’été, soudés l’un à l’autre par un désir inavouable. Mais ici comme ailleurs dans ce re­cueil, le silence parle tout autant que les mots.

«Voix et Images – Autour du 30^e anniversaire»

La revue du Département d’études lit­éraires, *Voix et Images*, a célébré son 30^e anniversaire, le 18 mai dernier, au jardin Sanguinet. Pour l’occasion, les membres de la rédaction actuelle avaient invité, outre les fidèles lec­teurs, tous les anciens directeurs et membres du comité de rédaction, ainsi que tous les auteurs qui ont publié dans les pages de la revue au fil des ans.

Le professeur Daniel Chartier, di­recteur de la revue, a procédé au lan­cement des trois premiers ouvrages de la collection «De vives voix», consacrés à l’œuvre de Hubert Aquin, à celle de Réjean Ducharme et à celle d’Anne Hébert. Chaque volume regroupe une sélection critique d’articles parus dans

la revue. M. Chartier a également dé­voilé une affiche soulignant les cent premiers numéros de *Voix et Images*, et annoncé la numérisation complète des anciens numéros.

Publiée trois fois l’an, *Voix et Images* est la seule revue universitaire exclusi­vement consacrée au domaine littérai­re québécois. Chaque numéro com­prend un dossier sur un écrivain ou une écrivaine ou un thème spécifique, des études sur des œuvres de la littérature québécoise et des chroniques sur l’ac­tualité littéraire. Les deux plus récents numéros, dédiés à l’œuvre de Gilles Archambault et à celle d’Élise Turcotte, ont également été lancés lors de cette soirée d’anniversaire.



PUBLICITÉ

Quel avenir pour la télévision généraliste?

Claude Gauvreau

Les jeunes Québécois passent autant d’heures devant Internet que devant leur téléviseur, révélait un sondage Léger marketing en avril dernier. Deux séries télévisées, *Vice caché* et *Un homme mort*, qui attirent chacune près d’un million de téléspectateurs par épisode, ne reviendront pas à l’antenne de TVA en raison de leurs coûts de production trop élevés, apprenait-on au même moment. Le nouveau gouvernement conservateur de Stephen Harper mettra sur pied un comité pour revoir le rôle et le mandat de Radio-Canada dont le budget, rappelons-le, n’a pas été augmenté depuis de nombreuses années.

Plusieurs observateurs affirment que la télévision généraliste, privée et publique, est menacée par la fragmentation et la diminution des auditoires, la déréglementation, les problèmes financiers et la concurrence des chaînes spécialisées et des médias

numériques.

«Certes, depuis le début des années 80, l’écoute de la télévision généraliste a diminué de manière significative aux États-Unis, en Europe et au Canada, et son hégémonie est bel et bien révolue. Mais elle a su également s’adapter au nouvel environnement audiovisuel et rien ne permet de conclure qu’elle va baisser les bras face à la concurrence», soutient Gaëtan Tremblay, professeur à l’École des médias et co-auteur de l’ouvrage *L’avenir de la télévision généraliste*.

Les spéculations sur l’avenir des chaînes généralistes se sont développées principalement dans les pays riches. En Amérique latine, en Asie et en Europe de l’est, l’espace télévisuel est encore largement occupé par les chaînes de télévision généralistes nationales. Même si les technologies numériques et les nouveaux services spécialisés y sont disponibles, les infrastructures de distribution ne sont pas suffisamment développées pour

permettre une diffusion massive, ou alors leur accès est trop onéreux pour la grande majorité de la population. Dans plusieurs de ces pays, l’avenir de la télévision généraliste est aussi liée à d’autres enjeux : l’indépendance à l’égard du pouvoir politique, la propriété des médias et la préservation des cultures locale et nationale.

Le cas du Québec

Gaëtan Tremblay souligne que la télévision généraliste souffre aussi d’une crise financière due à la diminution des ressources publiques et à la lutte sans merci pour le partage des revenus publicitaires. Contrairement aux États-Unis et au Canada anglais, le Québec est confronté au problème de l’étroitesse de son marché. D’où l’importance pour les pouvoirs publics de continuer à injecter des fonds pour assurer l’épanouissement des industries culturelles québécoises (télévision, musique populaire, livre), précise-t-il. Quant à la présence d’Internet, elle



Photo : Jean-François Leblanc

Gaëtan Tremblay, professeur à l’École des médias.

bouscule évidemment les autres médias et les force à se redéfinir. «Jusqu’à maintenant, les télédiffuseurs ont su s’adapter en créant leurs propres sites Web et en utilisant l’Internet comme un véhicule d’information complémentaire. En outre, l’histoire nous enseigne qu’il est très rare que l’arrivée d’un nouveau média fasse disparaître ceux déjà en place. La venue de la télévision n’a tué ni les journaux, ni la radio.»

L’écoute de la télévision généraliste domine toujours chez les Francophones, malgré l’expansion des chaînes spécialisées, poursuit M. Tremblay. Les Québécois sont particulièrement attachés à leurs chaînes généralistes, telles que TVA et Radio-Canada, et certains téléromans ou télé-séries demeurent très populaires.

Renouvellement attendu

Dans le contexte actuel de privatisation, la télévision généraliste publique doit composer avec des ressources réduites et des baisses d’auditoire. Pas étonnant qu’elle soit tentée de concurrencer la télévision commerciale sur son propre terrain en adoptant des stratégies promotionnelles et en diffusant des programmes similaires. En outre, certains lobbys et certains membres du Parti conservateur à Ottawa voudraient la cantonner dans une programmation culturelle ou éducative, complémentaire à celle de la télévision privée.

Dès le milieu des années 80, Radio-Canada a élaboré une stratégie de diversification qui l’a conduit à

mettre sur pied deux chaînes de nouvelles continues, NewsWorld et RDI. La Société a pris également le virage technologique avec ses investissements dans la télévision haute définition, la radio satellite et son site Internet, un des plus consultés du pays. Elle souhaitait créer d’autres chaînes thématiques – sport, éducation, séries dramatiques, variétés – mais le CRTC, sous la pression du secteur privé, s’y est opposé, rappelle M. Tremblay.

Les chaînes généralistes ne survivront peut-être pas sous la forme que nous leur connaissons actuellement, mais elles gardent des attraits indéniables. «La télévision généraliste ratisse large et les annonceurs seront toujours attirés par de larges auditoires. De plus, la télévision généraliste, captée librement et sans frais, contribue à la formation de l’opinion publique en rendant l’information accessible, sans discrimination. Enfin, en diffusant des émissions rassembleuses, comme *Tout le monde en parle* et *Star Académie*, elle permet le partage de valeurs et de symboles collectifs nécessaires au maintien du lien social», affirme M. Tremblay.

Toutes ces fonctions, insiste M. Tremblay, ne peuvent être remplies par les chaînes spécialisées dont la multiplication produit l’atomisation du public. Ni par Internet qui est surtout utilisé pour les communications interpersonnelles (courriel), la recherche individuelle d’informations (consultation de sites Web) et l’échange au sein de groupes de discussion ●

SUR LE CAMPUS

MARDI 30 MAI

GEIRSO (Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales)

Journée sur les essais cliniques : «Mythes et réalités», de 9h à 17h.

Nombreux conférenciers.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements : Milena Zajc
987-3000, poste 7641
zajc.milena@uqam.ca
www.geirso.uqam.ca

Galerie de l'UQAM

Expositions : *The Paradise Institute*. Janet Cardiff et George Bures Miller et *À ras le paysage* de Nicolas Fleming, jusqu'au 17 juin, du mardi au samedi de 12h à 18h.

Pavillon Hubert-Aquin, salle J-R120.

Renseignements : 987-8421
galerie@uqam.ca
www.galerie.uqam.ca

MERCREDI 31 MAI

Département de psychologie

Conférence-midi du GÉPI :

«L’amour nouveau», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Pierre Smet, psychanalyste; présidence : Louise Grenier, coordonnatrice du Gépi . Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2901.

Renseignements : Louise Grenier
987-4184
gepi.psa@internet.uqam.ca
www.unites.uqam.ca/gepi/

Chaire en gestion des compétences

Conférence : «Former pour performer, étapes, processus et conditions de succès», de 17h30 à 19h.

Conférenciers : Dominique Bouteiller, professeur; Michel Cossette, agent de recherche.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (salle J-2805).

Renseignements :

Lise Ravault
987-3000, poste 2253
ravault.lise@uqam.ca
www.chaire-competences.uqam.ca

JEUDI 1^{er} JUIN

Département de musique

Concert de l’Ensemble Pentaèdre, à 20h.

Au programme : Ouverture de l’opéra *Così fan tutte*, K588; transcription de Mozart; *Quintette pour piano et vents en ré majeur* de Caplet; *Quintette en mi bémol majeur pour piano, hautbois, clarinette basse et cor*, K452 de Mozart.

Interprète : Maneli Pirzadeh, pianiste. Centre Pierre-Péladeau, Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :
987-3000, poste 0294

MERCREDI 7 JUIN

Département d'éducation et de formation spécialisées

Atelier 2006 sur les Compétences essentielles : «Bilan et perspectives», de 9h à 17h30, le 8 juin de 8h30 à 17h30 et le 9 juin de 9h à 12h30. Nombreux conférenciers.

Pavillon de l’Éducation, salle N-M510.

Renseignements : Priscilla Jabouin
987-3000, poste 3308
pa_jabou@education.concordia.ca
www.compencesessentielles.uqam.ca/

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)

Conférence : «Changes in work in the knowledge-based society : recent insights and debates on restructuring of value chains, new forms of work organisation, flexibility, skills and time use», de 10h à 12h.

Conférencière : Monique Ramioul, Université catholique de Louvain. Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.

Renseignements : Hélène Gélinas
987-3000, poste 4458
crises@uqam.ca
www.crisis.uqam.ca

JEUDI 8 JUIN

UQAM Générations

Conférence : «L’éveil de la Chine

d’aujourd’hui à la communication», de 13h30 à 15h30.

Conférencière : Mimi Caouette.

Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.

Renseignements :

Chantal Lebeau
987-7784
lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

MARDI 13 JUIN

Institut des sciences cognitives

«Journée de rencontre et d’échanges de l’Institut des sciences cognitives», de 9h à 17h.

Pavillon Hubert-Aquin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Guillaume Chicoisne
987-3000, poste 4374
chicoisne.guillaume@uqam.ca
www.isc.uqam.ca

MARDI 27 JUIN

Télé-université

«Lancement de ENJEUX, un outil éducatif collaboratif en ligne», de 14h à 17h.

4750, avenue Henri-Julien

Renseignements :

Jean-Simon Marquis
1-800 463-4728, poste 5433 ou (418) 657-2747, poste 5433
jsmarquis@savie.qc.ca
www.savie.qc.ca/enjeux/

Alejandra Manrique s'expose

Jusqu’au 23 juin, le Mai (Montréal, arts interculturels) présente en collaboration avec le CIAM (Centre interuniversitaire des arts médiatique) «Dans la maison de Juana, Habite», une exposition de Alejandra Manrique.

Née à Bogotá, l’artiste détient un baccalauréat en arts plastiques de l’Université Nationale de Colombie

et a récemment terminé sa maîtrise en arts visuels et médiatiques à l’UQAM.

Alejandra Manrique s’est inspirée de *Los cuentos de Juana*, de l’écrivain Álvaro Cepeda Samudio et de sa propre expérience personnelle pour créer son personnage Juana autour duquel se construit une fiction élaborée à partir de vidéos et de photographies.

Du mardi au samedi, de 12h à 18h.

Visite guidée avec l’artiste :

3 juin à 14h.

MAI, 3680, rue Jeanne-Mance, bureau 103.

Renseignements : 982-1821
www.ciam-arts.org

Chicane de clôture canado-américaine

Pierre-Etienne Caza

Au début de mai, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a rallié les premiers ministres de l’est du Canada ainsi que les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre afin d’accentuer la pression sur Washington pour faire reporter l’entrée en vigueur de la loi américaine visant le resserrement des mesures de sécurité transfrontalières. Adoptée en 2004 par le Congrès américain, la *Western Hemisphere Travel Initiative* stipule que tous les voyageurs qui arrivent aux États-Unis par avion ou par bateau devront détenir un passeport ou un autre document autorisé à partir du 1^{er} janvier 2007. Ceux qui franchissent la frontière par la voie terrestre seront assujettis aux mêmes exigences à compter du 1^{er} janvier 2008. Les experts sont unanimes : cette loi aura un impact négatif sur le commerce et le tourisme. «Ce n’est pas une bonne nouvelle, mais ce n’est pas une catastrophe non plus», affirme pour sa part Paul Arseneault, chargé de cours au Département d’études urbaines et touristiques et collaborateur à la Chaire de tourisme de l’ESG-UQAM.

Selon le chercheur, les gens de l’industrie touristique ont été pris de panique en pensant que les Américains ne viendraient plus au Canada, puisque seulement un sur trois possède un passeport, comparativement à environ 40 % des Canadiens. «Ce sont les villes situées près de la frontière qui vont surtout écoper, comme Windsor et Niagara Falls», estime-t-il. Un sondage mené au mois de mars aux États-Unis a d’ailleurs révélé que le tiers des Américains vivant près de la frontière ne visiteront pas le Canada s’ils doivent se munir d’un passeport ou d’une carte d’identité.

À l’heure actuelle, les autorités américaines travaillent à l’élaboration d’une carte d’identité nationale, qui serait disponible au coût de 50\$ US et valide pour cinq ans. «C’est une bonne solution, croit M. Arseneault. Dans tous les pays européens, une telle carte fait partie du quotidien.» Il croit que le gouvernement canadien en arrivera aussi à cette solution, même si tous les intervenants ont rejeté l’idée jusqu’à présent.

Pour la majorité des experts, cette nouvelle loi affectera davantage le tourisme d’agrément que le tourisme d’affaires. Même si des rumeurs d’annulation de congrès circulent (le Palais des congrès, par exemple, prévoit déjà une baisse significative de son achalandage pour 2007-2008), M. Arseneault ne croit pas que les mesures de sécurité transfrontalières aient grand-



Photo : Michel Giroux

Paul Arseneault, chargé de cours au Département d’études urbaines et touristiques et collaborateur à la Chaire de tourisme de l’ESG-UQAM.

chose à y voir. «Lorsque vous organisez un congrès international, ou même nord-américain, les gens qui y participent voyagent avec un passeport, affirme-t-il. Il y a même beaucoup plus d’avantages à organiser des congrès ici plutôt qu’aux États-Unis, puisque les participants africains ou moyen-orientaux ont plus de facilité à entrer au Canada, ce qui constitue un souci de moins pour les organisateurs.»

Le véritable problème

De récentes études démontrent que les Américains choisissent de moins en moins le Canada comme destination touristique, et cela n’a rien à voir avec la nouvelle loi, assure M. Arseneault. La Chaire de tourisme a tiré la sonnette d’alarme à ce propos cet hiver, bien avant que ne s’intensifie la polémique sur la frontière. «Dans l’industrie, les gens n’avaient pas compris ce qui se passait, explique-t-il. C’est pourtant très simple. Après les attentats terroristes de 2001, les Américains sont demeurés chez eux en état de choc. Le *cocooning* est devenu *bunkering*! Puis, en 2003, il y a eu le SRAS à Toronto et les Américains ont eu peur de venir nous visiter. En 2005 par contre, les Américains sont

sortis de leur pays dans la plus forte proportion de leur histoire, mais ils ne sont pas revenus au Canada.»

Au cours de la dernière année, la clientèle américaine a chuté de 7 % au Canada. Ces chiffres inquiètent, puisque les sommes en jeu sont importantes. Selon un rapport du

La frontière canado-américaine en chiffres

- Longueur totale : 8 891 km
- De l’océan Atlantique à l’océan Pacifique : 6 416 km
- De l’océan Pacifique à l’océan Arctique : 2 475 km
- Portion terrestre : 5 061 km
- Portion aquatique : 3 830 km
- Environ 140 passages frontaliers avec poste de douane
- Certains passages sont importants en raison d’une intense circulation commerciale et privée. On estime les échanges commerciaux qui transitent par la frontière à environ 2 milliards de dollars par jour.
- D’autres passages sont célèbres pour des raisons touristiques, comme le pont Rainbow, qui relie les deux villes de Niagara Falls, ou le passage entre Douglas (Colombie-Britannique) et Blaine (Washington), où une arche de la paix commémore l’achèvement de la frontière, d’un océan à l’autre.
- Au Québec, les principaux postes frontaliers sont ceux de Lacolle-Champlain (NY), au sud de Montréal, et de Armstrong-Jackman (Maine), au sud-est de la ville de Québec. La frontière entre le Québec et les États-Unis est longue de 813 km.

Source : www.internationalboundarycommission.org

Conference Board of Canada, paru en février, 87 % des visiteurs étrangers au Canada proviennent des États-Unis, et ceux-ci génèrent 63 % des dépenses effectuées par des touristes étrangers au pays. Les nouvelles mesures font craindre une perte de près de deux milliards de dollars en retombées touristiques (l’industrie est évaluée à 57,5 milliards de dollars). «Interrogés sur les raisons qui les éloignent du Canada, les Américains répondent : vous êtes gentils et vous êtes des voisins sympathiques, mais qu’est-ce qu’on irait faire chez vous que l’on ne fait pas déjà chez nous?», explique M. Arseneault.

Le recul du tourisme américain se fait également sentir au Québec, où les deux tiers des touristes étrangers pro-

viennent des États-Unis. À Montréal, par exemple, ils représentent 25 % des visites touristiques et permettent d’engranger plus du tiers des recettes touristiques, évaluées à un milliard de dollars. «Le seul avantage du Québec, c’est la langue française et nos racines européennes, qui inspirent encore quelques Américains», soutient M. Arseneault. Mais est-ce suffisant pour contrer la hausse du dollar canadien (nous sommes moins une aubaine qu’autrefois) et le prix du pétrole qui augmente (77 % des visiteurs américains voyagent en automobile)? «Nous devons vraisemblablement redoubler d’ardeur pour attirer les touristes américains de ce côté-ci de la frontière, resserrement des frontières ou pas», conclut-il •

Bourse de 18 000 \$ en économie



Photo : Michel Giroux

Patrice Côté, étudiant au programme de maîtrise en économie, est le récipiendaire de la bourse de 18 000 \$ du Groupe d’analyse, conseils en économie, finance et stratégie. Le boursier se voit aussi offrir deux stages au sein du Groupe d’analyse. La bourse est at-

tribuée chaque année à un étudiant de maîtrise en économie dont les recherches portent sur des questions d’économie appliquée dans un des domaines suivants : la santé, la pharmacoeconomie, l’organisation industrielle ou l’économétrie appliquée.

Dans l’ordre habituel, M. Côté, M. Robert Leonard, directeur du Département des sciences économiques et M. Pierre-Emmanuel Paradis du Groupe d’analyse •

PUBLICITÉ